

La grande démission : comment la désertion gagne la France



[Source : reporterre.net]

Dans le monde occidental, des millions de personnes quittent leur travail. L'offensive néolibérale, la catastrophe écologique et la pandémie ont attisé cette fugue massive. Enquête.

L'appel à désertir lancé le 10 mai par les étudiants d'AgroParisTech a agi comme un détonateur. Visionnée plus de 12 millions de fois, leur vidéo a libéré la parole et révélé un mouvement de fond qui remet en cause frontalement les modèles de la réussite sociale. C'est une fissure dans l'ordre établi : la carrière ne fait plus rêver. Les tours de la Défense et la « rolex à cinquante ans » non plus. Partout, des jeunes et des moins jeunes questionnent le travail, sa finalité et son sens. Certains, même, le refusent, pour inventer, ailleurs, une vie qu'ils et elles estiment plus riche.

Quelques mois seulement après le glas des confinements, qui a gelé tout un pan des activités économiques, une partie de la population rechigne toujours à revenir dans le rang, à finir ses études, ou à retourner dans les usines ou les entreprises. Aux États-Unis, des sociologues ont baptisé ce phénomène « *Great Resignation* » ou « *Big Quit* » : « la grande démission ». En 2021, plus de 38 millions d'étasuniens ont quitté leur emploi. 40 % n'ont toujours pas repris de travail. Un tsunami qui touche tous les âges, tous les métiers. Et qui renverse le rapport de force entre salariés et entreprises.



De plus en plus de personnes cherchent une sortie d'urgence au monde du travail.

Unsplash / Possessed Photography

« *Nous démissionnons tous, désolés pour le dérangement* », écrivent sur une affiche les salariés d'un Burger King dans le Nebraska. « *Veillez être patient avec le personnel qui a répondu présent, plus personne ne veut travailler* », disent les employés d'un McDo au Texas. « *Fuck les cadres, fuck cette entreprise, fuck ce job... Je démissionne, putain !* », crie dans le haut-parleur de son magasin une employée de Walmart au Texas. Un discours qui fit des émules parmi ses collègues.

L'Amérique bouge et elle n'est pas la seule. En Angleterre, les seniors démissionnent en masse. 300 000 travailleurs âgés de 50 à 65 ans ont rejoint la catégorie des « *économiquement inactifs* ». Leur désir principal, selon le résultat d'une vaste étude ? Prendre leur retraite et s'échapper définitivement du monde professionnel.

Au Québec, la tension est telle que les employeurs ne renâclent plus à embaucher des mineurs pour faire face à la pénurie de travailleurs dans les secteurs de la manutention et des services. 240 000 postes restent abandonnés. En Espagne, on imagine même faire venir des milliers de Marocains et prolonger les cartes de séjour des étrangers pour pallier le manque de main d'œuvre dans le secteur du tourisme.

À quoi bon s'élever quand tout s'écroule ?

Cette situation résonne avec la France. Ici aussi, l'exode a commencé. Des centaines de milliers de postes ne sont pas pourvus, faute de candidats, dans l'hôtellerie ou la restauration tandis que dans les grandes écoles, chez les classes moyennes supérieures, la sécession couve. Au-delà des discours tonitruants dans la presse, une révolte plus silencieuse se propage. Dans chaque promotion, et même là où on l'attend le moins, dans les entreprises des énergies fossiles ou dans la haute administration publique.

Le doute se répand. La crise écologique vient battre en brèche les rêves d'antan au goût de naphthaline. Que vaut une promotion face au péril climatique ? Pourquoi se battre pour des places quand c'est tout le système qui vacille ? À quoi bon s'élever quand tout s'écroule ?

Une « menace pour l'économie française »

D'après un récent sondage, publié en mai, plus d'un tiers des sondés (35 %) affirme n'avoir jamais eu autant envie de démissionner. Une proportion qui monte à 42 % chez les moins de 35 ans. Les observateurs parlent de « *révolution sociétale* », et de « *menace pour l'économie française* ».

En bas de l'échelle, l'offensive néolibérale pousse aussi au départ. Face aux dégradations des conditions de travail et aux bas salaires, nombreux sont les employés, écœurés, à prendre la poudre d'escampette. À l'hôpital, le phénomène est particulièrement visible. Les cadences et le manque de reconnaissance incitent les aides soignants et les infirmières à partir. 60 000 postes ne trouvent toujours pas preneurs.



Le 14 février 2020, à Paris. © Mathieu Génon / Reporterre

La pandémie a joué un rôle catalyseur. Elle a frappé les esprits. Le confinement a mis à l'arrêt la machine dont on ne trouvait pas le frein d'urgence. En suspendant, un temps, le fonctionnement dont nous étions tous les otages, le virus a révélé l'aberration de la « normalité », estiment les auteurs d'un puissant texte paru en mars 2020 sur le site *Lundimatin* : « *Ce qui s'ouvre devant vous, ce n'est pas un espace délimité, c'est une immense béance. Le virus vous désœuvre. [...] Il vous place au pied de la bifurcation qui structurait tacitement vos existences : l'économie ou la vie. C'est à vous de jouer. L'enjeu est historique.* »

À quoi tient-on vraiment ? Alors que le monde bascule, des choix décisifs s'offrent à nous. Ils résonnent comme autant de petites voix intérieures. Il est temps d'habiter sa propre vie, de ne plus se renier, de sortir de la dissonance. « *Il faut chercher la force de dire non* », écrivait Albert Camus dans *L'homme révolté*.

Chemins de traverse

À tâtons, des chemins de traverse se dessinent pour lutter contre ce que David Graeber appelait « *les bullshit jobs* ». De nombreuses personnes décident de faire un pas de côté. En France, ils et elles profitent du chômage et du RSA pour se reconvertir, voyager ou simplement sortir du salariat. *Reporterre* en a rencontré des dizaines, tous et toutes en quête de

sens. Certains et certaines, même s'ils restent évidemment minoritaires, deviennent paysans, d'autres revalorisent l'artisanat et les métiers manuels, d'autres encore s'investissent dans des luttes.

« *Je n'ai plus envie de participer à cette mascarade* », confie ainsi Noémie, une ancienne consultante de 30 ans devenue éleveuse de porcs en agriculture biologique. « *Je ne veux plus mettre ma force de travail au service de job destructeurs* », poursuit Pierre, un ex-élève ingénieur qui sillonne désormais les zad. « *Je ne retournerai pas bosser pour un patron, soixante heures par semaine pour une paie de misère* », ajoute Claire, ancienne restauratrice parisienne maintenant installée dans la Drôme. Élodie, elle, était infirmière à Toulouse mais a préféré quitter le navire. « *L'hôpital se transforme en usine de soins. On vit une forme de maltraitance sociale* », raconte-t-elle. Son nouveau projet ? Une ambulance autogérée et nomade qui parcourrait la France, les lieux de lutte et les quartiers populaires.

« On arrête tout, on réfléchit et ce n'est pas triste »

On mesure encore mal le séisme qui vient. Mais il flotte dans l'air un parfum de *L'An 01*, ce film de Jacques Doillon, emblématique de la contestation libertaire des années 1970, au slogan éloquent : « *On arrête tout, on réfléchit et ce n'est pas triste.* »

Les récentes statistiques du ministère du Travail le confirment : la vague n'est pas près de s'arrêter. On a enregistré 1,6 million de démissions de CDI en 2021. Aux troisième et quatrième trimestres, la barre des 500 000 démissions a été dépassée. C'est arrivé une seule fois sur les vingt dernières années, en 2008, et c'est le double des chiffres de 2015.



Un panneau indique « On embauche » devant une entreprise en Amérique du Nord.

Unsplash / Ernie Journeys

Mais, plus encore que ces données, c'est la bulle médiatique qui détonne. « *L'écho qu'ont pu avoir les appels à la désertion en dit long sur les questionnements qui agitent la société, souligne la sociologue Geneviève Pruvost. Aujourd'hui la désertion vient toucher des professions indispensables au fonctionnement du modèle capitaliste. Elle met en péril la pérennité du système* », ajoute-t-elle.

« *Si cent ingénieurs ou chercheurs du milieu toulousain décidaient d'arrêter de faire des algorithmes et des robots, ça casserait tout* », confirme Olivier Lefebvre. Ce quadragénaire a lui-même déserté son poste. Il travaillait dans une *start-up* sur les voitures autonomes avant de tout envoyer valser.

Les rouages se rebiffent

Alors qu'ils sont les rouages de la machine techno-industrielle, les ingénieurs sont de plus en plus nombreux à se rebiffer. Arthur Gosset, l'ex étudiant de centrale Nantes qui a réalisé le film *Rupture(s)* – dans lequel il évoque la bifurcation de ses camarades déserteurs – estime qu'ils représentent environ 30 % des promotions. Un chiffre difficilement vérifiable

tant les études quantitatives sur le sujet manquent. Les grandes écoles et les associations d'anciens élèves n'ont pas forcément intérêt à communiquer sur cette fuite généralisée.

« *Notre discours sur le refus du travail est aujourd'hui beaucoup plus audible* », constate néanmoins Romain Boucher. Cet ancien *data scientist* diplômé de l'École des mines a quitté son métier en 2018. Dans son bureau à proximité des Champs-Élysées, les assauts des Gilets jaunes furent « *l'onde sismique* » qui l'incita à rompre avec son monde.

« On veut corroder cette classe sociale qui tient le système »

Il a depuis créé l'association Vous n'êtes pas seul pour inciter ses ex-collègues à démissionner. « *En subvertissant la petite bourgeoisie managériale et diplômée, nous entendons enrayer la courroie de transmission qu'elle incarne. On veut corroder cette classe sociale qui tient le système* », dit-il.

La désertion sape les soubassements idéologiques de l'économie, elle brise son adhésion et écaille son vernis teinté de vert. L'écrivaine Corinne Morel Darleux y voit même :

« *une forme de sabotage symbolique* ». « *Le refus de parvenir est aujourd'hui susceptible de s'inscrire dans la longue lignée de l'action directe et de la non-coopération au système*, écrit-elle dans son essai *Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce. La désertion est une arme redoutable qui libère l'avenir.* »

La désertion, germe d'une contre-société



– © Juliette de Montvallon / Reporterre

Loin d'être un inoffensif abandon, la désertion émerge comme une nouvelle stratégie de lutte face aux désastres de l'époque. Pour ses acteurs, il s'agit de « la première brique d'une émancipation collective ».

Un vent de panique gagne les classes dominantes. Face à la multiplication des appels à désertir, les défenseurs de l'ordre établi montrent des signes de fébrilité. Quelques jours à peine après la déclaration des jeunes d'AgroParisTech à ne « *pas perpétuer le système* » et à « *refuser les jobs destructeurs* », on a assisté à un déferlement de critiques et d'insultes pour blâmer leur « *lâcheté* » et leurs inconséquences. Une campagne de dénigrement a été menée par les milieux économiques et la presse de droite.

Pour eux, désertir serait synonyme de mise en retrait, d'abandon, de passivité. Ce serait un « *aveu d'échec* », « *une forme de renoncement* ». « *Au lieu d'être dans l'action, ces étudiants sont dans le repli* », déplore ainsi leur directeur d'école dans *Les Échos*. « *En désertant, votre impact sera faible* », prétend le président des chambres d'agriculture. Certains éditorialistes sont même allés jusqu'à rendre cette joyeuse bande responsable de la faim dans le monde.

Désenchantement radical

L'acceptabilité sociale sur laquelle repose le système économique s'effrite. Malgré ses promesses de renouvellement, avec l'utopie cybernétique ou le fantasme de la Silicon Valley, le capitalisme vit aujourd'hui « *une phase de désenchantement radicale* ». « *Les gens n'y trouvent plus de sens et ne s'y reconnaissent plus. Ce n'est pas encore complètement une révolte mais c'est une désaffiliation profonde* », estime la journaliste et autrice Celia Izoard. ([1] Celia Izoard est l'autrice de *Merci de changer de métier : lettres aux humains qui robotisent le monde* (éd. de la Dernière lettre, 2020) et vient de publier un recueil sur les usines du numérique (*La Machine est ton seigneur et ton maître*, Xu Lizhi, Yang, Jenny Chan, éd. Agone, 2022). Elle a traduit et préfacé *1984*, de George Orwell (Agone, 2021). Elle est aussi chroniqueuse pour *Reporterre*.)

La désertion est une affaire ancienne, à laquelle le système en place a été obligé de répondre. Dans *De l'esclavage au salariat*, le chercheur Yann Moulier Boutang montre que l'un des moteurs principaux de l'histoire du capitalisme est la fixation d'une main-d'œuvre constamment fugitive :

« *La capture sans cesse à reprendre du paysan sans terre, du bohémien nomade, de l'apprenti en fuite, du soldat déserteur, de l'esclave évadé, de l'incorrigible vagabond et de tous les réfractaires à la mise en discipline.* »



Les étudiantes et étudiants d'AgroParisTech lors de leur appel à la désertion à leur remise de diplômes.

© *Des agros qui bifurquent / capture d'écran Youtube*

Encore aujourd'hui, le travail est un outil de contrôle social et le capitalisme rêve de nous remettre au pas. Il tente de séduire les classes supérieures avec son « *sens washing* » ([2] À l'instar du *greenwashing*, qui veut faire croire qu'un produit ou une entreprise est écologique à l'aide d'arguments de façade, le « *sens washing* » tente de convaincre que l'activité économique de l'entreprise en question a du sens, vaut le coup que des travailleurs s'y investissent.)), sa bienveillance, son côté *cool* et ses *start-up*. Et il frappe les pauvres avec une réforme de l'assurance chômage qui détruit le statut de saisonniers et précarise tous celles et ceux qui souhaitent ne pas faire du travail le centre de leur vie.

Malgré cette contre-offensive, ceux qui voient le départ comme une option sérieuse restent nombreux. Selon un récent sondage, 40 % des salariés français interrogés – et 50 % des moins de 35 ans – pensent que le mouvement de la grande démission va se produire en France.

« Il s'agit aujourd'hui de cesser de nuire »

Les gens veulent prendre le large, à l'image du célèbre navigateur Bernard Moitessier. En 1969, alors qu'il était sur le point de gagner la toute première course de vitesse en solitaire autour du monde, le marin décida de ne pas revenir à quai et de poursuivre son voyage pour fuir la civilisation. « *Je n'en peux plus des faux dieux de l'Occident toujours à l'affût comme des araignées, qui nous mangent le foie, nous sucent la moelle. Et je porte plainte contre le monde moderne, c'est lui le Monstre. Il détruit notre terre, il piétine l'âme des hommes* », écrivait-il dans *La Longue Route*.

Des Moitessier en puissance, il y en a aujourd'hui des dizaines de milliers. La désertion est le signe de notre temps, l'ultime geste de résistance dans une époque où règne le ravage et où s'abattent sur les mouvements sociaux les violences policières, les gaz et les nasses. La désertion est une éthique individuelle, une nouvelle forme d'objection de conscience. « *Il s'agit aujourd'hui de cesser de nuire. Cela passe dès maintenant par le fait de cesser de coopérer avec le système*, affirme ainsi Corinne Morel Darleux dans son essai *Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce. Nous devons retrouver notre capacité à faire des choix autonomes, réinvestir notre souveraineté d'individu. C'est la première brique d'une émancipation collective des normes que nous impose la société* ».

« Fuir, mais en fuyant, chercher une arme »

Les déserteurs s'évadent comme des conscrits fuiraient l'armée. « *La désertion n'est pas tant une défaite qu'une manière de se défaire de l'élément grégaire en nous* », écrit l'écrivain Dénetem Touam Bona, dans *La Sagesse des lianes*. Face à la misère du monde, on ne cherche pas à se construire des oasis ou des niches à l'abri de la fureur, mais à se repositionner pour mieux lutter contre la mégamachine et se soustraire à son emprise. « *Fuir, mais en fuyant, chercher une arme* », écrivait le philosophe Gilles Deleuze.

Cette désertion n'a rien à voir avec la passivité. Pour le collectif des désert'heureuses – un groupe d'ingénieurs en dissidence –, il ne s'agit pas d'abandonner le champ de bataille mais plutôt de changer de camp. La fuite s'impose non plus comme une simple défection mais comme une nouvelle stratégie de lutte. « *La désertion est un entraînement mental qui consiste à s'éloigner le plus possible du système, suffisamment pour pouvoir l'observer sous différents angles, et ainsi mieux pouvoir l'attaquer* », écrivent-ils dans une brochure.

Johanna est une ancienne polytechnicienne, membre de ce collectif. Pour elle, désertir prend tout son sens puisque « *dans cette école, nous avons un statut militaire. Aujourd'hui, c'est la guerre au vivant que nous refusons de mener. La production industrielle à laquelle on nous somme de participer en tant qu'ingénieur est indissociablement civile et militaire. C'est un monde structuré par la guerre et le commerce, qui détruit les écosystèmes et bouleverse le climat* », dit-elle.

Dans les témoignages qu'a recueillis *Reporterre*, nombreux sont les anciens salariés à refuser désormais « *la politique de l'entrisme* » :

« *Depuis tout petit, on nous assène qu'il faut changer les choses de l'intérieur, qu'il faut prendre la direction et le pouvoir pour transformer le monde, être bon élève, responsable et patient, raconte l'ingénieur démissionnaire Olivier Lefebvre. Mais, en réalité, on se ment. On perd du temps, on s'épuise. On se confronte à des blocages structurels et finalement, on se perd. On se raconte des histoires pour justifier notre mode de vie confortable.* »

Une action peut aussi être efficace à l'extérieur. C'est dans les marges que se sont élaborées les promesses du futur. De multiples alternatives le prouvent, comme Notre-Dame-des-Landes. Bruno Latour ne disait-il pas dans une formule provocatrice que « *les zadistes sont les instituteurs de l'État* » ?



Un chantier collectif sur la zad de Notre-Dame-des-Landes en janvier 2020.
© Yves Monteil / Reporterre

Mais aujourd'hui, le mouvement de désertion se trouve à la croisée des chemins. *« On observe une multiplication des trajectoires individuelles mais aussi une repolitisation des discours qui sont assez radicaux »*, constate la sociologue Anne Goulet de Rugy. Indéniablement, il y a une dynamique, mais elle avance, pour l'instant, à tâtons. *« Comment pouvons-nous accompagner ce mouvement pour lui donner plus de force, se demandent nombre de déserteurs. Comment attiser ce désir ? Comment ne pas se limiter à des initiatives individuelles, trop souvent dispersées et construire une démarche qui soit plus politique ? »*

Des pistes s'échafaudent. Partout en France, différents collectifs cherchent à bâtir des points de ralliement pour les fugeurs, des pôles de sécession. La zad de Notre-Dame-des-Landes organisera ainsi des ateliers de la désertion fin août. Une rencontre aura lieu aussi au festival Zadenvie le 8 juillet. Pendant l'été, plusieurs chantiers seront organisés dans différents lieux autonomes, comme aux Lentillères ou dans le Tarn pour inviter les déserteurs à se retrouver.

Faire sauter les verrous d'un autre monde

À terme, des écoles buissonnières et des réseaux de compagnonnage sont imaginés. La désertion est un long parcours qui demande une remise en

question et qu'il est difficile d'emprunter en solitaire.

« Le système nous lie et nous tient. Il faut faire sauter les verrous qui nous emprisonnent pour ne pas réserver la désertion à une élite qui en aurait les moyens », pense le philosophe jardinier Aurélien Berlan. Il faut réfléchir collectivement à des moyens de subsistance, bricoler son statut entre missions ponctuelles, un métier plus éthique ou les minimas sociaux. *« Il y a tout un imaginaire et une éducation à faire voler en éclats, abonde l'ancien ingénieur Olivier Lefebvre. Il faut rompre avec la peur du déclassement, déconstruire le mythe de la carrière. Il faut aussi donner à voir l'existence d'un autre monde, la possibilité d'un en dehors. »*

« Déserter ne rend pas forcément heureux mais rend libre »

Pour soutenir celles et ceux qui lâchent leur boulot, les déserteuses mettent à disposition des brochures et des témoignages, et veulent désormais aller plus loin :

« Il faudrait à l'avenir proposer des méthodologies et des guides pratiques pour faciliter les démarches administratives, aider les gens à s'orienter et avoir les bonnes stratégies face à Pôle emploi, estime Johanna. On s'est formé à l'écoute active, on a créé des groupes de parole pour partager nos difficultés face aux réactions de nos proches et de nos familles. Le soin est important, déserter ne rend pas forcément heureux mais cette démarche rend libre. »

Au sein du groupe *« Vous n'êtes pas seuls »*, cocréé par Romain Boucher, un ancien *data scientist* diplômé de l'École des mines, l'objectif est le même : *« On veut parler aux gens qui sont coincés dans le système et qui ne trouvent pas d'issue. On veut leur donner la possibilité de démissionner, de se confronter à leur hiérarchie, voire de devenir lanceur d'alerte en communiquant sur les pratiques de leurs entreprises. »*

Une multitude d'initiatives abondent pour ouvrir l'horizon aux candidats déserteurs. Dans le domaine agricole, l'Atelier paysan en est un parfait exemple, coopérative qui fabrique les machines-outils agricoles avec les paysans, se présente comme *« un débouché pour les futurs déserteurs »* : *« Nous avons besoin des compétences des bifurqueurs, des anciens ingénieurs, des commerciaux, des financiers, mais pour les rediriger, et les mettre au profit d'une autre fin. C'est une contre-société qu'il faut créer avec sa culture politique et ses alternatives »,* dit Nicolas Mirouze, un paysan vigneron dans les Corbières. Il avait lui-même déserté AgroParisTech il y a vingt ans avant de devenir sociétaire de l'Atelier paysan. *« Nous, les anciens, on doit accueillir les nouveaux, leur faciliter le terrain, être solidaire. Mais surtout, on doit se battre ensemble, assumer le rapport de force et la conflictualité face au modèle dominant. L'époque où*

on pouvait désertier seul dans son coin, c'est fini. »

De l'esclave au prolétaire, « la désertion n'est pas qu'une histoire bourgeoise »



Syndicalisme révolutionnaire, communautés anarchistes, esclaves en fuite... L'imaginaire de la désertion puise dans une histoire riche de l'insoumission au capitalisme. Une histoire populaire et subversive.

On a parfois tendance à oublier le fil qui nous relie aux générations précédentes et les fragments du passé qui nous constituent, alors que nous répétons sans cesse les mêmes cris de résistance. S'évader de l'emprise du système a toujours fait partie du répertoire d'action des classes populaires. Aujourd'hui, ces récits sont autant une source d'inspiration pour le mouvement de désertion qu'une balise : elle ancre l'écologie politique dans une filiation révolutionnaire et rallume la flamme de la révolte sociale.

« *La désertion* » n'est pas qu'un discours de cadres sup' réfractaires, d'ingénieurs démissionnaires ou de jeunes étudiants en quête de sens, antérieurement bien installés dans la société. Avant que l'idée du « *refus de parvenir* » soit reprise par des auteurs écologistes ([3] Corinne Morel Darleux, *Plutôt couler en beauté que flotter sans grâce*, ed. Libertalia.) pour marquer l'opposition grandissante de ces élites, la désertion fut une attitude de la classe ouvrière pour refuser de pactiser avec l'ennemi – le patron, le bourgeois, le contremaître.

Le concept a été théorisé par Albert Thierry, un intellectuel libertaire, né en 1881 et grand admirateur des thèses de Proudhon. Fils de maçon, admis à l'École normale supérieure de Saint-Cloud, Albert Thierry était promis à un brillant avenir mais il refusa de s'extraire de sa condition. Il préféra tourner le dos à une carrière universitaire pour devenir instituteur dans le primaire à Melun et enseigner aux fils « *des boutiquiers, des scribes et des paysans* ».

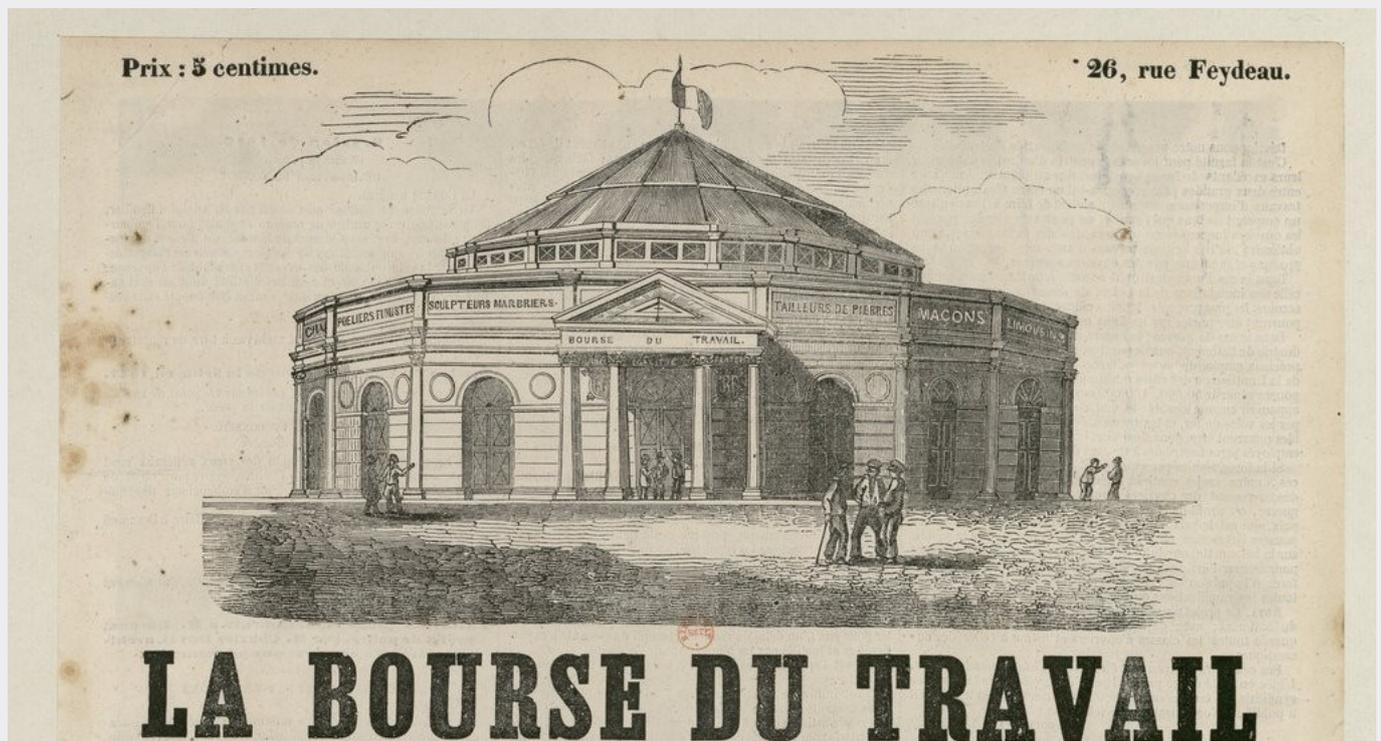
« Si je m'élève, ce sera avec la masse et non au-dessus d'elle »

Refuser de parvenir était pour lui une exigence éthique. « *Elle consiste à refuser de vivre et d'agir pour soi et aux fins de soi* », écrivait-il dans son *Essai de morale révolutionnaire*. Il ne s'agissait pas pour autant d'une acceptation de la misère, mais plutôt d'un rejet des honneurs et des privilèges individuels. C'était aussi une forme de lucidité, alors que les

élites bourgeoises, sous la 3^e République, cherchaient à capter les éléments les plus brillants de la population ouvrière pour les mettre à leur service.

À l'époque, de nombreux courants de pensée, au sein de la classe ouvrière, invitaient à faire sécession. Le syndicaliste et anarchiste Fernand Pelloutier (1867-1901) poussait à la création de bourses du travail, sortes de bastions ouvriers au sein desquelles les syndicats pouvaient promouvoir l'agitation, l'entraide et la culture ouvrière. Pelloutier défendait « *l'auto-organisation et l'auto-éducation du prolétariat* » :

« *Si je m'élève, ce sera avec la masse et non au-dessus d'elle.* »



Les bourses du travail ont été pensées par les syndicalistes comme des lieux centraux pour l'autonomie des prolétaires.

Domaine public / Gallica via Wikimedia Commons

Des liens se tissaient déjà avec certains précurseurs de l'écologie politique, comme le géographe libertaire Élisée Reclus. Lui aussi avait développé une théorie de la désertion et du refus de parvenir. « *Dès que le révolutionnaire est « arrivé », il cesse naturellement d'être révolutionnaire* », disait-il, avant de critiquer ceux qui avaient troqué leurs convictions pour un maroquin :

« *Si nous voulons rester utiles à notre cause, celle des opprimés et des vaincus, sachons donc ne pas sortir des rangs. À aucun prix ne nous séparons de nos camarades, même sous prétexte de les servir. Que tout homme d'honneur fasse grève dès qu'il s'agit pour lui de titres, de*

pouvoir, de délégation qui le place au-dessus des autres et lui donne une part d'irresponsabilité. »([4] Élisée Reclus cité dans le livre le Refus de parvenir coordonné par le CIRA Lausanne <https://www.nada-editions.fr/produit/refuser-de-parvenir/>))

Une anecdote, racontée à la fin de sa vie, donne à voir, à la fois, ses idées anti autoritaires et son attachement à la nature. Alors que le Conseil municipal de Paris délibérait pour attribuer son nom à une rue, son neveu le tañça : *« Tu sais Élisée, tu n'échapperas pas à un buste dans ta ville natale... » « Eh bien ! J'espère qu'il se trouvera un camarade pour le renverser et mettre à la place un arbre fruitier »*, lui répondit-il.

La grève des gestes inutiles

Au début du XX^e siècle, les ancêtres de l'écologie ne trouvaient pas leur place dans cette société marquée par la guerre, la colonisation et le progrès industriel. Lassés d'attendre le grand soir, ils préférèrent fonder de petites communautés à la campagne, vivre *« en dehors »* et *« en milieu libre »*. Les Naturiens, un groupe d'anarchistes qui publiaient un journal du même nom, prônaient *« le retour à l'état naturel »*, une sorte d'âge d'or primitif, d'avant la civilisation. *« On pourra perpétuellement décapiter des rois, déposer des empereurs, éventrer des présidents de la République, la situation restera la même tant qu'il y aura des mines, des usines et des chantiers »*, déclarait ainsi l'un de ses membres, Émile Gravelle (1855-1920).

Dans leurs microsociétés, les naturiens refusaient le salariat et développaient un art de vivre transgressif. Ils remettaient en cause les rapports de genre, expérimentaient l'amour libre, suivaient un régime végétarien et pratiquaient le naturisme. *« Ils voulaient faire la grève des gestes inutiles et vivre leur vie le plus intensément possible »*, raconte l'historienne Anne Steiner. Dans *L'Appel au socialisme*, en 1913, un autre anarchiste, Gustav Landauer, affirmait que la grève générale ne devait pas consister à faire pression pour augmenter les salaires et ensuite reprendre paisiblement le travail sous la férule des patrons, mais qu'il fallait plutôt s'évader complètement du monde industriel pour créer des communautés paysannes autonomes, à partir desquelles on pourrait organiser la révolte.

« Les ministres de la police feront bien de se méfier des jeunes qui partent seuls parcourir les chemins creux »

Au début du XX^e siècle, le thème de la désertion a irrigué la pensée des pionniers de l'écologie. On le retrouve aussi bien chez Edward Carpenter, poète et philosophe anglais, militant socialiste libertaire, avec son ode à la *« vie simple »* que chez Bernard Charbonneau qui affirmait dès les années 1930 que *« l'on ne lutte contre une société que de l'extérieur »*. *« Tant qu'il y aura des gouvernements bien organisés, les ministres de la police feront bien de se méfier des jeunes qui partent seuls parcourir les chemins*

creux. Leur amour authentique de la nature est un sentiment révolutionnaire », écrivait-il dans *Nous sommes des révolutionnaires malgré nous* (Seuil). Bernard Charbonneau avait lui-même décidé d'incarner ce refus de parvenir. Il s'était installé comme simple professeur dans le piémont Pyrénéen plutôt que de suivre une carrière universitaire.

Il fallut ensuite attendre plusieurs années et voir la parenthèse de la guerre se refermer pour que la désertion revienne sur le devant de la scène, grâce à l'effervescence de mai 1968. Dans un tract, le Mouvement du 22 mars, à l'université de Nanterre, déclarait ainsi « *refuser d'être des érudits coupés de la réalité sociale et d'être utilisés au profit de la classe dirigeante* ». Des dizaines de milliers de jeunes fuguèrent à l'époque et quittèrent les postes auxquels ils étaient destinés. Ils critiquaient la société de consommation et l'aliénation marchande. Certains militants décidèrent même de s'établir dans les usines pour attiser la colère sociale. D'autres s'installèrent en milieu rural pour créer des communautés. Dans le milieu universitaire, le groupe *Survivre et vivre* et le mathématicien Alexandre Grothendieck poussaient également les jeunes chercheurs à la désertion. Lui-même avait démissionné de son institut de recherche suite à ses positions antinucléaires et antimilitaristes. À l'époque, le lien entre écologie et désertion se faisait de plus en plus prégnants, alimenté par des journaux comme *La Gueule ouverte*, dont l'équipe avait fui la ville pour s'installer à la campagne.



En 2022 encore, la ferme d'une communauté Longo Mai en Ukraine accueille des réfugiés de la guerre.

© Nicolas Cortes / Reporterre

La célèbre coopérative agricole Longo Mai illustre bien les débats qui traversaient la période. En 1972, des centaines de jeunes créèrent un réseau de coopératives fondées sur le retour à la terre dans toute l'Europe et avec des dizaines de lieux. Leur fondateur, Rémi, avait déserté la guerre d'Algérie. L'objectif était de fonder une nouvelle société tout en restant offensif et révolutionnaire. Mais ses membres ne voulaient pas, contrairement à la RAF([5] Rote Armee fraktion, Fraction armée rouge, groupe d'extrême-gauche très actif dans les années 1970 en Allemagne.) ou aux Brigades rouges en Italie, s'engager dans la lutte armée contre l'État. C'était une position stratégique pour ne pas se faire écraser et tenir dans la durée. Aujourd'hui, Longo Mai existe toujours, son nom veut dire « *pourvu que ça dure* » en provençal. Et ses membres sont partout où le feu couve, dans les zad, les luttes paysannes et forestières, et même jusqu'en Ukraine.

Ces expériences nourrissent les sécessions d'aujourd'hui. Nombreux sont les déserteurs à les redécouvrir au gré des lectures et des rencontres et à comprendre qu'ils sont les héritiers d'une longue épopée subversive.

« *Cela rend humble de voir ce qu'ont fait nos aînés. Les risques qu'ils ont pris et leur sacrifice, dit l'ingénieur démissionnaire Olivier Lefebvre. Ces expériences permettent de décentrer le regard. Aujourd'hui, on héroïse les parcours des jeunes bien nés qui décident de tout plaquer. En réalité, la désertion n'est pas qu'une histoire bourgeoise.* »

LES NOIRS MARRONS, UN SYMBOLE DE LA LUTTE ÉCOLOGISTE

Et si les esclaves fugitifs étaient les lointains ancêtres des écologistes ? Et si c'étaient eux, finalement, les premiers déserteurs ? La culture environmentaliste s'est longtemps développée sur l'occultation des fondations coloniales et esclavagistes de la modernité. Elle s'est focalisée sur une histoire uniquement blanche avec pour figure le promeneur qui parcourt seul les étendues sauvages. Les choses sont peu à peu en train d'évoluer. On redécouvre, grâce aux travaux de philosophes comme Malcom Ferdinand ou Dénétem Touam Bona, d'autres généalogies écologiques : des acteurs du passé, oubliés, qui ont par leur résistance, au fond des bois, su autant lutter contre la servilité que pour une autre conception du monde qui s'oppose, point par point, aux valeurs du système capitaliste (propriété privée, quête du profit, etc.).

Pendant des siècles, dans les Caraïbes et en Amérique, de nombreux esclaves ont fui les plantations, ces vastes monocultures développées par les colons sur d'anciennes forêts. Ils trouvaient refuge dans des jungles inextricables, des marais labyrinthiques, des mornes escarpés à la végétation touffue. Et au cœur de ces écosystèmes, ils refondaient des sociétés entières, avec leurs chants, leurs rites, leur culture, leur autonomie. « *Le marronnage fut une*

pratique de résistance écologique », raconte ainsi Malcom Ferdinand dans son livre *Une écologie décoloniale*. Certaines communautés dépassaient les dizaines de milliers d'individus avec plusieurs villages et des citadelles, ils pratiquaient la chasse, la cueillette et des formes d'agro-écologie. Ces micro-sociétés obligèrent même parfois les colons à négocier des traités de paix, comme en 1760 en Guyane hollandaise, où ils étaient perpétuellement attaqués et harcelés par des groupes d'anciens esclaves.



Rituel à base de rhum pour les esprits protecteurs du village marron de Santigrón, au Suriname.

CC BY 2.0 / Ahron de Leeuw / Flickr via Wikimedia Commons

Les « *nègres marron* » cultivaient l'« *art de la fugue* ». Pour reprendre la belle formule de Dénétem Touam Bona, « *ils endossaient l'ombre striée des feuillages* » ils faisaient corps avec leur territoire, l'habitaient pleinement. Une communauté de destin s'est fondée entre les Marrons, la terre et la nature. Plus la forêt était dense, plus ils pouvaient se cacher et créer leur société mutine. « *Le camouflage – se confondre avec le milieu de vie dans lequel nous évoluons jusqu'à s'y évanouir – suppose une écologie des sens : sentir le vent, le soleil, la pluie, les éléments nous pénétrer par tous les pores et en épouser le cycle des mutations. Percevoir jusqu'à devenir imperceptible* », écrit le philosophe.

Encore aujourd'hui, des traces de ces résistances subsistent. Des communautés existent toujours. Par exemple, les Saramaka, une société marronne créée au XVIII^e siècle entre le Surinam et la Guyane, continuent de lutter contre

la déforestation. Deux de leurs représentants ont d'ailleurs obtenu le prix Goldman pour l'environnement en 2009. « À l'image de la figure du Marron, ils ont été reconnus internationalement comme des écologistes remarquables », se félicite Malcom Ferdinand.

Notes